

Panorama législatif et réglementaire (fin 2015 - début 2016)

Panorama législatif et réglementaire (fin 2015 - début 2016)

Redaction

29/03/2016

Ces derniers mois, l'attention a été monopolisée par les débats sur les projets relatifs à la déchéance de nationalité et à l'état d'urgence ainsi que par le projet de loi Travail dit aussi *El Khomri*. Cela justifie de chercher à appréhender dans son ensemble l'activité législative et réglementaire de la fin de l'année 2015 et du début de l'année 2016. En effet, le constat d'une « très nette reprise de l'inflation législative et réglementaire » établi dans le précédent panorama consacré aux dix premiers mois de l'année passée (V. *Lexis360, dossiers, 1er et 2 déc. 2015*), a été confirmé, au-delà même de ce que l'on pouvait envisager.



Quelques données quantifiées, ainsi que la sélection des principaux textes parus au *Journal officiel*, permettent d'illustrer de nouveau ce constat, inquiétant, et sont l'occasion de procéder à un utile rappel concernant des réformes dont la visibilité aura peut-être été quelque peu atténuée.

1. **Les chiffres.** - Du 1er novembre au 31 décembre 2015, 5 791 textes de toute nature ont été publiés au Journal officiel, (soit 900 ou 20 % de plus que sur la même période de l'année 2014) ce qui porte le total des textes publiés au cours de l'année 2015 à 26 133. Le nombre de lois et décrets numérotés ressort en forte hausse (1925 contre « seulement » 1323 en 2013 et 1752 en 2014).

2. **La Rédaction Législation LexisNexis.** - La sélection et le traitement qui sont réalisés sur ce flux normatif par *LexisNexis* permettent de donner une mesure de son impact. Sur cette même période, plus de 480 textes auront été sélectionnés et intégrés dans le fonds de législation consolidée de *LexisNexis* (*Codes et*

lois en ligne : 88 Codes et plus de 46 000 textes non codifiés) et 1 875 sur l'ensemble de l'année. Sur l'ensemble de l'année toujours, ils auront conduit à apporter près de 24 000 modifications à ce fonds contre « seulement » 16 000 en 2013 et 20 000 en 2014. Il est trop tôt pour établir si la tendance va se poursuivre ou même accélérer encore en 2016. Néanmoins la sélection présentée ici des principaux textes parus en janvier et février 2016 invite à penser que la production normative ne devrait pas reprendre un cours raisonné et raisonnable avant la fin de l'actuelle législature.

3. Les textes. - Outre les traditionnelles **lois de finances, de finances rectificatives et de financement de la sécurité sociale** (Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 , Loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 et Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015), on mentionnera parmi les **textes les plus importants** ou intéressant plus spécifiquement **l'exercice des professions juridiques et judiciaires**, les suivants :

- Décrets n° 2015-1404 à n° 2015-1428 du 5 novembre 2015 relatifs au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique et à ses exceptions
- Décret n° 2015-1436 du 6 novembre 2015 et Décrets n° 2015-1450 à 2015-1462 du 10 novembre 2015 relatifs aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » (et décret n° 2016-7 du 5 janvier 2016)
- Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
- Loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions (et décrets n° 2015-1475 à 2015-1478 du 14 novembre 2015 et n° 2015-1493 et 2015-1494 du 18 novembre 2015), ultérieurement complétée par la loi n° 2016-162 du 19 février 2016
- Ordonnances n° 2015-1538 et 2015-1540 du 26 novembre 2015 relatives aux chambres consulaires et notamment à leur organisation territoriale (et décrets n° 2015-1539 et n° 2015-1401 du 3 novembre 2015 pris pour leur application)
- Loi n° 2015-1556 du 30 novembre 2015 relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales
- Ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions (et décrets n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 et décrets n° 2015-1878 à 1880 du 30 décembre 2015)
- Ordonnance n° 2015-1628 du 10 décembre 2015 relative aux garanties consistant en une prise de position formelle, opposable à l'administration, sur l'application d'une norme à la situation de fait ou au projet du demandeur
- Ordonnance n° 2015-1630 du 10 décembre 2015 complétant et précisant les règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris
- Ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels
- Ordonnance n° 2015-1686 du 17 décembre 2015 relative aux systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers et aux dépositaires centraux de titres
- Décrets n° 2015-1709 et 2015-1710 du 21 décembre 2015 relatifs à la prime d'activité
- Décret n° 2015-1840 du 29 décembre 2015 relatif au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes

-
- Lois n° 2015-1712 et n° 2015-1713 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du Journal officiel de la République française (et décret n° 2015-1717 de même date pris pour leur application)
 - Ordonnance n° 2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques (et décret n° 2015-1738 et arrêté de même date et arrêtés du 26 janvier 2016 pris pour son application)
 - Loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public
 - Décret n° 2015-1857 du 30 décembre 2015 et arrêté de même date pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II)
 - Décret n° 2015-1864 du 30 décembre 2015 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs
 - Décrets n° 2015-1885 et n° 2015-1888 du 30 décembre 2015 relatif à la simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité
 - Décret n° 2015-1886 du 30 décembre 2015 relatif au portage salarial
 - Décret n° 2015-1904 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique
 - Décret n° 2015-1905 du 30 décembre 2015 et arrêté de même date relatifs aux modalités de transmission et de mise à disposition des informations constitutives du registre national du commerce et des sociétés.

On mentionnera encore que l'interminable chantier de **(re)codification** aura donné lieu à trois nouvelles productions : Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (Ordonnance n° 2015-1781 du 28 décembre 2015) ; Code de l'urbanisme - livre 1er (Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015) et Code de l'énergie (Décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015).

La production normative aura également été très foisonnante lors des deux **premiers mois de l'année 2016**. On peut notamment signaler les textes suivants :

- Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé
- Ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016 relative au gage des stocks
- Ordonnance n° 2016-57 du 29 janvier 2016 relative aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce
- Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession (et décret n° 2016-86 du 1er février 2016 pris pour son application)
- Décret n° 2016-67 du 29 janvier 2016 relatif aux techniques de recueil de renseignement
- Décret n° 2016-73 du 29 janvier 2016 relatif au service d'aide à la mobilité bancaire et aux plans d'épargne-logement inactifs
- Décret n° 2016-83 et n° 2016-84 du 29 janvier 2016 relatifs à la lutte contre le dopage
- Loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin

de vie

- Décret n° 2016-109 du 3 février 2016 relatif à la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires
- Ordonnances n° 2016-129 et n° 2016-130 du 10 février 2016 relatives aux marchés intérieurs de l'électricité et du gaz
- Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations
- Décret n° 2016-156 du 15 février 2016 relatif au fichier national des interdits d'acquisition et de détention d'armes
- Décret n° 2016-182 du 23 février 2016 précisant le régime de publicité des engagements pris par les sociétés en faveur de leurs mandataires sociaux à raison de la cessation de fonctions
- Décret n° 2016-185 du 23 février 2016 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-1288 du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille
- Décret n° 2016-213 du 26 février 2016 portant application de l'article 69 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature
- Décret n° 2016-214 du 26 février 2016 relatif aux droits des victimes
- Décret n° 2016-215 du 26 février 2016 portant définition des critères prévus pour l'application de l'article L. 462-4-2 du Code de commerce [liberté d'installation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation].
- Décret n° 2016-216 du 26 février 2016 relatif à l'établissement de la carte instituée au I de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 [zones d'installation libre des notaires, huissiers de justice et commissaires-priseurs judiciaires]
- Décret n° 2016-217 du 26 février 2016 fixant la liste et le ressort des tribunaux de commerce spécialisés
- Décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice et Arrêtés de même date fixant les tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires, des huissiers de justice, des notaires et des greffiers des tribunaux de commerce.

Dans l'**ordre international**, on signalera également :

- Accord du 25 mai 2011 relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne (publié par le décret n° 2016-16 du 13 janvier 2016)
- Avenant du 31 mars 2015 à la convention du 21 juillet 1959 entre la France et l'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière fiscale (publié par le décret n° 2016-35 du 22 janvier 2016).

La Rédaction Législation

(comptes twitter : @Redaclegis et @Codes&lois).

Contenus LexisNexis

- Hervé Croze, Le stylistes du Gouvernement : Procédure 2014, Repère n° 6. ; Ceci n'est pas une loi : JCP G

2014, act., 1327 ; Loi Macron : grosse ou grande loi : JCP G, 2015, Supplément au n° 44, p. 4.

- Mattias Guyomar, « Y compris à droit constant, la codification revêt une dimension non seulement formelle mais aussi substantielle » (entretien) : JCP G 2015, act., 1271 et Cahier législatif n° 269, p. 3 (et le dossier consacré à la codification dans ce même cahier : www.lexisnexus.fr - rubrique Actualité codes et lois)

- Valérie Lasserre, Le nouvel ordre juridique - le droit de la gouvernance : LexisNexis, 2015 ; Investiture de la société civile au Parlement : JCP G 2016, act., 181

- Axelle Lemaire, « Je voulais qu'au-delà d'une consultation générale, les citoyens puissent être consultés et contribuer sur la matière finale, c'est-à-dire le projet de loi lui-même » (entretien) : JCP G 2016, Supplément au n° 7, 15 févr. 2016, p. 3 (et le dossier consacré à la législation participative dans ce même supplément : www.lexisnexus.fr - rubrique Actualité codes et lois)

- Nicolas Molfessis, Droit des contrats : que vive la réforme : JCP G 2016, act., 180

- Hervé Moysan, Choc de simplification et poids de la pratique. - Quand la complexité croissante du droit est nourrie par le technicisme formel de son écriture : JCP G 2014, act., 470

- Les organismes chargés de la simplification normative : JCP G Supplément au n° 4, 26 janv. 2015, p. 5

Sur le web

- Y. Charpenel, La plupart des incriminations ne sont pas appliquées (entretien) : <http://www.lepoint.fr> (15 février 2015)

- Alain Lambert, Normes : la démocratie risque de rendre son dernier souffle (entretien) : <http://www.lagazettedescommunes.com> (1ermars 2016)

- H. Gazzane , «Loi El Khomri», «loi Berger» et autres... la bataille se joue aussi sur le nom de la réforme : <http://www.lefigaro.fr> (15 mars 2015)

- N. Molfessis et H. Castries (de), Sécurité juridique et initiative économique (rapport de la commission Sécurité juridique et initiative économique du Club des juristes) : Mare et Martin, 2015 ; <http://www.leclubdesjuristes.com>

- J.-J. Urvoas, Faire la loi, c'est aussi la contrôler (entretien) : www.lopinion.fr (14-sept.-2015)

- C. Vigoureux, « Obésité législative » : un ras-le-bol général : www.lopinion.fr (14 sept.2015)

- L. Neuer, Halte aux lois "communiqués de presse" ! : <http://www.lepoint.fr> (15 mai 2015) ; Cette loi du martinet qui se mêle de tout : <http://www.lepoint.fr> (8 mai 2015)

© LexisNexis SA